



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Unité départementale de la Loire-Atlantique

Nantes, le 20/09/2021

Affaire suivie par : Annabelle GUIVARCH
annabelle.guivarch@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02 72 74 78 07
Réf : N1-2021-1036 - rapport

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

**Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement – Cessation d'activité
Société CETRA GRANULATS sur la commune de Montoir de Bretagne**

La société CETRA GRANULATS a transmis à l'inspection des installations classées, par courrier du 5 juillet 2021, un mémoire de cessation d'activités du site de Montoir de Bretagne. Celui-ci a été complété par courriers électroniques le 30 août 2021 et le 16 septembre 2021.

Le présent rapport examine les suites à donner.

I – Présentation synthétique de l'exploitant et de son établissement

1.1. L'exploitant

- **Raison sociale:** CETRA GRANULATS
- **Adresse du siège social :** Les six croix II - 2 rue Jacques Riboud - 44480 DONGES
- **Adresse du site :** Rue des Evens – Montoir de Bretagne
- **Situation administrative** Régulière
 - AP autorisation du 29/04/2009

1.2. Présentation de l'établissement

La société CETRA GRANULATS réalisait le traitement de sables et graviers : lavage, broyage, criblage.

Au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, le classement de cet établissement s'établissait comme suit :

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime
2515-1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW	428 kW	A (AP de 2009) E suite au changement de nomenclature
2517	Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques. La capacité de stockage étant supérieure à 15 000 m ³ , mais inférieure ou égale à 75 000 m ³	20 000 m ³	D

Les installations étaient situées à Montoir de Bretagne, dans le grand port maritime de Nantes Saint-Nazaire, au niveau du terminal sablier. Elles occupaient une surface d'environ 20 000 m².



Tél : 02.72.74.77.90
Mél : ud44.dreal-pays-loire@developpement-durable.gouv.fr
5 rue Françoise Giroud - CS 16 326 – 44 263 NANTES cedex 2

Le Grand port maritime de Nantes Saint-Nazaire a souhaité utiliser les terrains pour un autre usage et les terrains ont été libérés en 2015.

II – Procédure de cessation d'activité

Les articles R.512-39-1 et suivants définissent le cadre de la cessation d'activité d'une installation classée soumise à autorisation :

1. L'article R.512-39-1 prévoit la mise en sécurité du site notamment la notification de la cessation d'activité et la définition des mesures d'évacuation des produits dangereux et des déchets, la mise en place des mesures d'interdiction et de limitation des accès, la suppression des risques d'incendie et d'explosion et la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
2. L'article R.512-39-2 propose les modalités de détermination de l'usage futur à prendre en compte pour déterminer les mesures de réhabilitation du site à mettre en œuvre.
3. L'article R.512-39-3 précise les mesures à mettre en œuvre pour réhabiliter le site conformément à l'usage futur déterminé au R.512-39-2. Ces mesures peuvent comporter des mesures de maîtrise des risques liés aux sols, aux eaux souterraines ou superficielles, à la surveillance et aux limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol.

La société CETRA GRANULATS a transmis les éléments suivants :

- Courrier du 5 juillet 2021 – Notification de cessation d'activité ;
- Copie du courrier du 24 juin 2021 de la Mairie de Montoir-de-Bretagne concernant l'usage futur ;
- Copie du courrier du 1^{er} juillet 2021 du grand port maritime de Nantes Saint-Nazaire concernant la régularisation de la cessation d'activité ;
- Courrier électronique du 30/08/2021 apportant des informations concernant le stockage de produits dangereux (carburant, huiles) : celui-ci était réalisé, de même que le stationnement des engins, dans un hangar situé à environ 800 m au sud du site ;
- Courrier électronique du 16/09/2021 transmettant des photographies du site.

2.1. Mise en sécurité du site (R.512-39-1)

Dans son courrier du 5 juillet 2021, la société CETRA GRANULATS indique les mesures prises ou envisagées pour mettre en sécurité le site :

- évacuation et élimination des déchets,
- suppression des risques d'incendie en éliminant les matières combustibles et inflammables et les installations électriques,
- mise en sécurité du site par interdiction ou limitation d'accès.

2.2. Usage futur (R.512-39-2)

La société CETRA GRANULATS propose la remise en état du site pour un usage industriel.

Par courrier du 24 juin 2021, le maire de la commune de Montoir-de-Bretagne a validé cet usage futur.

En conclusion, l'usage futur à prendre en compte pour déterminer les mesures de réhabilitation du site est un usage industriel.

2.3. Réhabilitation du site (R.512-39-3)

Le site d'exploitation de la société CETRA GRANULATS était localisé rue des Evens sur la commune de Montoir de Bretagne autorisation d'occupation temporaire du port 161110028. Il est situé en zone UEe1 du plan local d'urbanisme intercommunal, zone destinée à l'accueil des activités portuaires.



La localisation plus précise du site se trouve dans le plan en annexe.

Il n'a pas été réalisé de prélèvements de sols, les produits dangereux (carburant, huiles) n'étant pas stockés sur le site et les engins étant également stationnés en dehors du site.

III – Actions spécifiques de l'inspection

Le 10/09/2021, l'inspection des installations classées a procédé à une visite du site, accompagnée de Monsieur Anthony De Sousa Reis, directeur d'exploitation de la société CETRA GRANULATS, et de Monsieur Antoine Gachet, chargé de mission du Grand port maritime de Nantes Saint-Nazaire.

A cette occasion, il a constaté que :

- Les dispositions des articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du Code de l'environnement relatif à la mise à l'arrêt définitif d'une installation classée sont satisfaites ;
- La remise en état correspond aux engagements pris par l'exploitant dans son dossier relatif à la cessation des activités transmis le 05/07/2021 puis complété le 03/09/2021 et le 16/09/2021 ;
- Le site se présente comme une plate-forme stabilisée avec des graviers ;
- Un engin et quelques tas de terres étaient présents sur le site ainsi qu'un piézomètre. Le représentant du Grand port maritime a indiqué que ces équipements appartenaient au Port ;
- Le site ne présente pas de souillures ;
- L'ensemble des déchets a été éliminé conformément aux éléments décrits dans le mémoire de réhabilitation du site ;
- Les installations de traitement des matériaux ont été évacuées ;
- Le bassin de décantation a été démantelé ;
- Des big-bags de matériaux appartenant à la société CESA voisines étaient présentes sur le site. L'exploitant a transmis une photographie permettant de vérifier que ces big-bags ont été évacués
- Une clôture et un portail sont implantés le long de la voie d'accès longeant le site.

Des photographies sont présentées en annexe.

IV – Conclusion et propositions de l'inspection des installations classées

La notification de cessation d'activité transmise par la société contient tous les éléments prévus au II du R.512-39-1. **Le récépissé de cessation d'activité peut donc être délivré.**


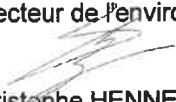

Pour mémoire, l'article L514-20 du code de l'environnement prévoit :

« Lorsqu'une installation soumise à autorisation ou à enregistrement a été exploitée sur un terrain, le vendeur de ce terrain est tenu d'en informer par écrit l'acheteur ; il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation.

Si le vendeur est l'exploitant de l'installation, il indique également par écrit à l'acheteur si son activité a entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives. L'acte de vente atteste de l'accomplissement de cette formalité. »

Le présent rapport vaut procès-verbal de récolement, pour les installations citées supra, au titre de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Une copie de ce rapport devra être transmise à monsieur le maire de Montoir de Bretagne ainsi qu'au Grand port maritime de Nantes Saint-Nazaire.

REDACTION L'inspecteur de l'environnement,  Annabelle GUVARCH	VERIFICATION L'inspecteur de l'environnement,  Christophe HENNEBELLE
<p>VALIDE et TRANSMIS à Monsieur le Préfet, P/La Directrice et par délégation, Le chef de l'Unité Départementale de Loire-Atlantique</p>  Christophe HENNEBELLE	

Annexes : 1/ Planches photographique
2/ Localisation du site

**Installations classées pour la protection de l'environnement – Cessation d'activité
Société CETRA GRANULATS sur la commune de Montoir de Bretagne
Visite du 10/09/2021 – ANNEXE 1**



Vue depuis l'extérieur du site sur le portail et la clôture.
A l'arrière-plan, l'engin appartenant au Port



Vue depuis l'entrée vers le nord du site.
Les quelques tas de matériaux appartenant au Port



Vue sur le piézomètre appartenant au Port



Vue sur le site depuis l'extrémité Est
Sur la gauche, l'engin appartenant au Port



Vue sur les big-bags de matériaux appartenant à la société CESA dont le terrain commence à gauche du merlon visible sur cette vue.



Photographie prise par la société CETRA Granulats suite à la visite afin de montrer que les big-bags ont été évacués :

